

*Questions orales***LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

spécial. Je peux l'informer qu'on fournit les ressources nécessaires à l'entretien des hommes et des femmes dans le golfe Persique afin de remplir l'engagement pris par le gouvernement du Canada de décourager l'agression et d'appliquer les sanctions de l'ONU. Ces ressources seront fournies pendant toute la durée de la crise, mais actuellement, elles proviennent du budget global du ministère de la Défense nationale.

Je peux informer le député que nous discutons actuellement avec des collègues des conséquences de la crise du golfe Persique sur nos ressources. Encore une fois, je voudrais assurer au député et à ses collègues que les ressources nécessaires sont en place actuellement pour permettre aux hommes et femmes qui servent le Canada de le faire d'une manière qui rende le risque acceptable.

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, si je pose cette question, c'est parce que je crains que cela n'ait un effet nuisible sur l'opération, ce qui m'inquiète beaucoup.

J'ai reçu plusieurs appels en fin de semaine. D'après ce que je crois comprendre, certains contrats militaires ont été annulés en raison d'un manque de fonds. Par conséquent, l'entretien des armes utilisées par les troupes déployées dans le golfe Persique risque d'être compromis. Le ministre peut-il assurer à la Chambre que le groupe d'intervention canadien déployé dans le golfe obtiendra de façon constante le meilleur soutien possible?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, j'aimerais revenir à la première partie de la question du député, si vous me le permettez, parce qu'elle est importante.

Un dénommé Gerry Lanigan a fait à la presse des déclarations qui sont tout à fait fausses. Le député n'est pas obligé de se fier à ma parole. Mais il peut croire la parole du président de la compagnie pour laquelle travaille M. Lanigan. Celui-ci s'est excusé pour les propos tenus par M. Lanigan, et les a dénoncés.

Je tiens à dire au député que nous fournissons aux militaires les ressources nécessaires. Nous essayons de faire tout en notre pouvoir pour convaincre les Canadiens que les hommes et les femmes qui représentent les intérêts du Canada sont munis de tout l'équipement dont ils ont besoin, quel que soit son coût.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous avons appris que la force multinationale déployée dans la région du golfe Persique compte environ 27 navires et sous-marins pouvant lancer de 375 à 500 missiles nucléaires. Étant donné les risques élevés d'affrontements et les tensions énormes dans le golfe, le secrétaire d'État prendra-t-il des mesures, par l'entremise des Nations Unies, afin que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Union soviétique retirent immédiatement toutes les armes nucléaires se trouvant dans cette région?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme il le fait toujours, le député a bien pesé ses mots. Il a dit: «pouvant lancer des missiles». Il a ensuite tiré la conclusion logique et donné à entendre que ces navires avaient l'intention de lancer des missiles. Il sait pourtant que ce n'est pas le cas.

Il sait aussi que le gouvernement du Canada, à l'instar des divers gouvernements qui se sont unis pour offrir, sous le commandement de l'ONU, une remarquable démonstration d'opposition à l'offensive qu'a menée l'Irak contre le Koweït, a, comme politique, d'agir dans la mesure du possible sous les auspices des Nations Unies.

Il doit savoir que des discussions se poursuivent dans le but d'élargir si possible le mandat des Nations Unies. Il doit savoir également que le Canada et tous les autres pays concernés espèrent que ce conflit se réglera sans qu'on ait recours à la force et que les troupes irakiennes, qui n'avaient aucune raison d'envahir leur pays voisin, se retireront du Koweït. Nous pourrions ensuite discuter de la très grave question des armes nucléaires, chimiques et biologiques qui se trouvent dans cette région, c'est-à-dire trouver un moyen de contrôler et d'éliminer progressivement les stocks d'armes de l'Irak et d'autres pays.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, le secrétaire d'État connaît l'incroyable puissance destructrice des armes nucléaires.

Dans les circonstances, pourrait-il demander à nos alliés dans le golfe de s'engager publiquement à ne pas utiliser d'armes nucléaires dans ce conflit et de retirer